

COLLOQUE

Dix ans de croissance du contentieux :
quelles réalités ? quelles réponses ?

Deuxième partie

DOSSIER

**La question prioritaire de constitutionnalité
en amont et en aval**

- Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par les cours supêmes
- L'étendue de la chose jugée par le Conseil constitutionnel
- Les réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel
- Effets et suites des décisions du Conseil constitutionnel

CONTENTIEUX

La distinction des recours contentieux en matière administrative

Une autre manière de dire le droit administratif : le « fichage » des décisions du Conseil d'État au *Recueil Lebon*

CHRONIQUES

- Thèses
- Conseil d'État

DIRECTION

Directeurs:
Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire générale:
Dominique Pouyaud
Professeur à l'Université
Paris Descartes (Paris 5)

Secrétaire générale adjointe:
Coralie Mayeur-Carpentier
Maître de conférences
à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris Cedex 14
E-mail: rfdal@daloz.fr

**PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**
Renaud Lefebvre

ÉDITION

Directeur éditorial:
Philippe Weiss
Secrétaire d'édition:
Fanny Bley-Guibal
Tél. rédaction: 01 40 64 54 52
Fax: 01 40 64 54 66
E-mail: fbley-guibal@daloz.fr

MARKETING, PUBLICITÉ

Marketing: Christelle Gendraud

ABONNEMENT

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue bimestrielle (6 numéros par an)
80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex
Tél.: 0320 800 017 (0,12 € TTC/mn)
Fax: 01 41 48 47 92

Prix de l'abonnement 2011 (1 an):
France 250,15 €
Étranger 270,57 €
Prix du numéro: 41,69 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme
au capital de 3 956 040 euros
Siège social:
31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811 Z
TVA FR69572195550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut
La reproduction, même partielle,
de tout élément publié dans la revue
est interdite.

CPPAP n° 1013 T 83763
ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE
1, rue du Dr Sauvé - 53100 Mayenne
Dépôt légal: septembre 2011

COLLOQUE 665

**Dix ans de croissance
du contentieux:
Deuxième partie: quelles réponses?**

**Les réponses d'une juridiction
de première instance confrontée
aux contentieux de masse**
par Bernard FOUCHER et Patrick MINDU... 665

**Les réponses de la juridiction
administrative**
par André SCHILTE... 674

Les réponses jurisprudentielles
par Bernard STIRN... 677

**Une réponse procédurale: l'action
en déclaration collective de droits**
par Laurence HELMLINGER... 679

Allocution de clôture
par Jean-Marc SAUVÉ... 684

DOSSIER 691

**La question prioritaire
de constitutionnalité
en amont et en aval**

**Le non-renvoi des questions prioritaires
de constitutionnalité par le Conseil d'État**
Vers la mutation du Conseil d'État en un juge
constitutionnel de la loi
par Agnès ROBLOT-TROIZIER... 691

**Le non-renvoi des questions prioritaires
de constitutionnalité**
par la Cour de cassation
par Jean-Baptiste PERRIER... 711

**L'affaire Huchon: le mécanisme
de la question prioritaire
de constitutionnalité en action**
Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État, 28 janv.
2011, req. n° 338199, Jean-Paul Huchon, de la
décision du Conseil constitutionnel n° 2011-117-
QPC, 8 avril 2011; Jean-Paul Huchon et de l'arrêt
Conseil d'État, assemblée, 4 juill. 2011, req.
n° 338033, Élections régionales d'Île-de-France
par Pauline TÜRK... 723

**L'étendue de la chose jugée par le Conseil
constitutionnel lors d'une question
prioritaire de constitutionnalité:
observations dubitatives sur l'état
de la jurisprudence**
par Damien CONNIL... 742

**Questions prioritaires
de constitutionnalité et réserves
d'interprétation**
par Mathilde BOULET... 753

**Premières réflexions sur les effets
des décisions de censure
du Conseil constitutionnel**
Quel(s) bénéfice(s) pour le citoyen de la question
prioritaire de constitutionnalité?
par Xavier MAGNON... 761

**Les suites tirées par le Conseil d'État
des décisions du Conseil constitutionnel**
• Conclusions sur Conseil d'État, assemblée,
13 mai 2011, Mme Delannoy et M. Verzele, req.
n° 317808 et Mme Lazare, req. n° 329290
par Jean-Philippe THIELLAY... 772
• Conclusions sur Conseil d'État, assemblée,
13 mai, 2011, Mme M'Rida, req. n° 316734
par Édouard GEFFRAY... 789
• Note
par Michel VERPEAUX... 806

RUBRIQUES 813

CONTENTIEUX

**La distinction des recours contentieux
en matière administrative**
Nouvelles perspectives
par Hélène LEPETIT-COLLIN
et Alix PERRIN... 813

**Une autre manière de dire le droit
administratif: le « fichage » des décisions
du Conseil d'État au Recueil Lebon**
par Paul CASSIA... 830

**CHRONIQUE
(DES)THÈSES 843**

par Frédéric ROLIN, Martin COLLET,
Xavier DUPRÉ DE BOULOIS
et Norbert FOULQUIER... 843

CONSEIL D'ÉTAT 849

ARRÊTS ET AVIS RÉCENTS

1^{er} mai 2011 - 3- juin 2011
par Philippe TERNEYRE... 849

TABLES 877